Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2015)

Heft: 2095a: Réflexions sur le franc fort : les "milieux économiques" prétendent que le franc fort est une plaie pour les entreprises et l'emploi : vraiment?

Artikel: Comment le franc est devenu le franc : l'idéologie de la stabilité

Autor: Ghelfi, Jean-Pierre

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1017395

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Comment le franc est devenu le franc

L'idéologie de la stabilité

22 septembre 2015 - URL: http://www.domainepublic.ch/articles/28099

Sait-on pourquoi le *«franc suisse»* s'appelle *«franc»*? La raison en est relativement simple.

La Suisse du 19e siècle est très dépendante de la France. La Constitution fédérale de 1848 qui crée l'Etat helvétique moderne comporte un article 39 permettant la création d'une banque centrale d'émission. Il faudra cependant attendre plus de 50 ans pour que le Conseil fédéral adresse au Parlement un *Message* dans ce sens. Si l'on ose le formuler ainsi, on peut dire que notre monnaie, jusqu'à la première guerre mondiale, est une dépendance de la Banque de France.

Le fait que notre pays n'ait pas été touché par les horreurs du premier conflit européen du 20e siècle permet au franc de devenir véritablement suisse. Notre pays ayant également été épargné par les conséquences dévastatrices de la deuxième guerre mondiale, le franc cesse ensuite d'être purement suisse pour devenir une devise internationale de premier rang. Ce qui n'a cessé de se confirmer depuis lors.

Une monnaie, comme le suggérait l'économiste austro-américain Joseph Schumpeter, n'est pas seulement une unité de valeur. Elle reflète aussi l'état d'esprit de sa population. Pour nous, cet état d'esprit est celui de la stabilité.

Un exemple presque caricatural est fourni par une assez brève contribution de Markus Lusser, alors président du Directoire de la BNS, parue dans *La Vie économique* d'août 1988. Il ne mentionne pas moins de sept fois les termes *«stable»* ou *«stabilité»* et sept fois aussi l'idée d'un *«environnement non-inflationniste»*.

Ce choix comporte ses avantages et ses inconvénients. D'une part, il est très positif que la monnaie conserve sa valeur. Mais d'autre part, si l'on est le seul à adopter une telle politique, alors que les autres monnaies perdent de leur valeur avec plus ou moins de régularité et d'ampleur, il est inévitable que la nôtre finisse par en gagner.

L'idée de stabilité remonte loin. L'historien Tobias Straumann (*Das Magazin* n° 33 / 2011) rappelle qu'au printemps 1936, quelques mois avant que le Conseil fédéral ne se décide à dévaluer le franc, le parti socialiste suisse avait publiquement fait savoir que la dévaluation du franc n'était pas la solution adéquate pour sortir de la crise. Attitude toute différente de celle adoptée en Suède où la coalition gouvernementale, qui comptait des socialistes, avait choisi de dévaluer la couronne en 1931 déjà et épargner ainsi à son pays les effets redoutables de la crise. Straumann relève également que l'option prise a perduré. Les sociaux-démocrates suédois ont constamment défendu l'idée que l'Etat devait intervenir sur le cours de leur monnaie pour réduire l'impact des récessions économiques.

Restée en dehors des conflits armés, la Suisse a vu débarquer chez elle, avant même la fin de la première guerre mondiale, des capitaux (étrangers) en quête d'un refuge… de stabilité. Ces capitaux ne sont pas de provenance toujours irréprochable. Mais là n'est pas (encore) le problème.

Ces arrivées d'argent permettent de disposer de capital en abondance pour financer les activités économiques à des taux d'intérêt avantageux. Et de faire de notre pays une place financière d'importance. La Banque des règlements internationaux (BRI), créée pour assurer les paiements des dettes de guerre allemande, s'installe à Bâle en 1930.

Toutes ces transformations ne sont pas sans effet sur la valeur du franc – déjà! Même la crise des années 30 ne freine pas ce processus. Le pays reste un refuge, avec une monnaie dont la valeur augmente. Mais qui met à genoux de très nombreux salariés et les entreprises qui

les emploient, ou les employaient. Jusqu'à la dévaluation de 30% du franc en septembre 1936 – concomitante aux décisions analogues prises notamment par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

L'histoire du franc fort est une option qui vient de loin. L'*«idéologie de la stabilité»* paraît très enracinée dans le pays. Elle ne peut pas être résolue ou modifiée en deux coups de cuillère à pot. On ne voit en effet pas trop comment elle pourrait évoluer dans des délais rapprochés pour modifier substantiellement le contexte monétaire et conjoncturel dans lequel nous vivons. Car s'il est vrai que le franc fort entraîne des inconvénients indéniables, ne doit-on pas penser que, au fond, tout au fond, la population est majoritairement assez satisfaite de la situation actuelle?

Disposer d'une monnaie qui, dans la durée, conserve sa valeur est un élément positif pour les épargnants, pour les salariés, pour les consommateurs, pour les capitaux mis de côté pour les vieux jours. Enregistrer, aussi dans la durée, l'un des plus faibles taux moyens de hausse des prix (inflation) et disposer de taux d'intérêt inférieurs à ceux de la plupart de nos concurrents sont des avantages auxquels peu de gens sont prêts à renoncer. Face à l'alternative: soit un franc fort, soit une moindre stabilité de la monnaie, il n'est pas sûr que la majorité pencherait pour la deuxième éventualité – étant entendu qu'il est peu vraisemblable de parvenir à avoir à la fois stabilité et franc faible (ou moins fort).

Cette quête quasi ancestrale de stabilité monétaire est vraisemblablement l'expression d'un conservatisme helvétique bien ancré. D'où la question de savoir si ce conservatisme du 20e siècle est conciliable ou compatible avec l'économie du 21e siècle devenue *«globalisée»* et marquée par des changements technologiques substantiels.

Un havre de paix monétaire

Et si la Suisse ne savait pas faire autre chose?

29 septembre 2015 - URL: http://www.domainepublic.ch/articles/28127

L'option helvétique de stabilité politique et économique n'est pas restée sans conséquence sur la valeur de sa monnaie et sur le développement d'une place financière de premier plan.

Cette évolution n'était pourtant pas inscrite de toujours dans le granit des Alpes. Elle est pour partie le résultat des bouleversements intervenus au 20e siècle, marqués en particulier par deux conflits mondiaux qui ont largement épargné la Suisse.

En regard de ces cataclysmes, la *«globalisation»* de l'économie représente un changement que l'on peut d'autant plus qualifier de secondaire ou d'anecdotique qu'il est pour l'essentiel pacifique. Encore que ce pacifisme soit tout relatif compte tenu des dégâts que la *«croissance»* économique peut entraîner ou induire à large échelle en matière de chômage, de maldéveloppement et d'atteintes au milieu naturel.

L'un des faits les plus troublants que met en évidence la tentative de constituer des zones visant à établir des relations monétaires un tant soit peu stables est qu'aucune d'entre elles n'a pu exister très longtemps. Sans entrer dans le détail, on peut rappeler, dans la deuxième moitié du 19e siècle, la création de l'Union monétaire latine et, après la deuxième guerre mondiale, les Accords de Bretton Woods dont John Maynard Keynes fut le grand architecte.

Comment l'expliquer? Quoique